

**Convention collective départementale**

IDCC : 714. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES  
(MOSELLE)**

**(1<sup>er</sup> février 1973)**

(Etendue par arrêté du 23 avril 1974,  
*Journal officiel* du 15 mai 1974)

■ *Journal officiel* du 18 août 2009

**Arrêté du 11 août 2009 portant extension d'un accord conclu dans  
le cadre de la convention collective des industries du travail des  
métaux de la Moselle (n° 714)**

NOR : *MTST0919077A*

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 23 avril 1974 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté  
du 28 juillet 2008, portant extension de la convention collective des indus-  
tries du travail des métaux de la Moselle mise à jour le 1<sup>er</sup> février 1973 et  
des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu le protocole d'accord du 25 mai 2009 relatif à la rémunération  
annuelle effective garantie, au barème de ressources garanties, à la prime de  
vacances et à l'indemnité journalière de petit déplacement des ouvriers mon-  
teurs, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 12 juillet 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la commission nationale de la négociation collective  
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure  
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés  
compris dans le champ d'application de la convention collective des indus-  
tries du travail des métaux de la Moselle, mise à jour le 1<sup>er</sup> février 1973,

modifiée par le protocole d'accord du 19 octobre 1979 tel qu'étendu par arrêté du 10 avril 1980, complétée par l'avenant du 27 avril 1993, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions du protocole d'accord du 25 mai 2009 relatif à la rémunération annuelle effective garantie, au barème de ressources garanties, à la prime de vacances et à l'indemnité journalière de petit déplacement des ouvriers monteurs, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve, d'une part, de l'application des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance et, d'autre part, de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

## Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

## Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 août 2009.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le chef de service,*  
J. BLONDEL

*Nota.* – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collective n° 2009/27, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.